

**SECRETARIAT PERMANENT
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT**

Constitution d'une réserve de recrutement de manœuvres B (travail d. a bois), masculins et féminins, d'expression néerlandaise. — (AN.88128A). — Résultats

- A. Examen d'admission à des emplois réservés.
Pas d'inscription.
- B. Classement des lauréats du concours d'admission au stage.
1. Lobijn, Johan, Hofstade-Zemst.
 2. Inghelbrecht, Noël, Eernegem.
 3. Borret, Benny, Oostende.
 4. Vercauteren, Franky, Sint-Niklaas.
 5. De Petter, Willy, Moorsel.

**VAST SECRETARIAAT
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL**

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke nederlandstalige hulparbeiders B (houtbewerking). — (AN.88128A). — Uitslagen

- A. Toelatingsexamen tot voorbehouden betrekkingen.
Geen inschrijvingen.
- B. Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd.
1. Lobijn, Johan, Hofstade-Zemst.
 2. Inghelbrecht, Noël, Eernegem.
 3. Borret, Benny, Oostende.
 4. Vercauteren, Franky, Sint-Niklaas.
 5. De Petter, Willy, Moorsel.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

20 MARS 1989. — Circulaire ministérielle relative à l'application au secteur des institutions publiques de crédit de l'arrêté royal du 27 novembre 1973 portant réglementation des informations économiques et financières à fournir aux conseils d'entreprises

Articles de l'arrêté du 27 novembre 1973 qui nécessitent une adaptation en fonction des caractéristiques particulières du secteur.

Application au secteur des institutions publiques de crédit, à savoir :

- l'Entité I de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite;
 - le Crédit communal de Belgique;
 - la Société nationale de Crédit à l'Industrie;
- et, dès qu'ils seront tenus de créer un conseil d'entreprise :
- l'Institut national de Crédit agricole;
 - la Caisse nationale de Crédit professionnel;
 - l'Office central du Crédit hypothécaire;
 - les institutions publiques de crédit, non mentionnées ci-dessus, qui pourraient être créées à l'initiative ou avec la collaboration d'une autorité belge.

Article 1^{er}.

L'entreprise — l'entité technique et juridique :

Chaque conseil d'entreprise recevra primo les informations sur l'entité au niveau de laquelle il a été institué et secundo des informations sur l'entité juridique qu'il compose ou les entités juridiques qui le constituent.

L'entité économique et financière dont l'entreprise fait partie :

Si l'entreprise fait partie d'une entité économique ou financière, les renseignements tels que prévus aux articles 5, 8, 11, 14 et 17 de l'arrêté du 7 novembre 1973.

Pour la définition de l'entité économique ou financière dans le secteur institutions publiques de crédit, il y a lieu de s'inspirer de la définition du groupe donnée à l'article 7 du règlement sur les fonds propres par la Commission bancaire le 13 juin 1972;

- Dans cette optique l'entité économique ou financière comprend :
1. la société-mère de l'institution;
 2. les filiales et les sous-filiales de l'institution;
 3. les autres entreprises dépendantes ou contrôlées par la société-mère.

Les sous-ensembles.

C'est le conseil d'entreprise qui définit les sous-ensembles.

Les départements de l'administration centrale (par exemple « clientèle privée », « clientèle publique », « portefeuille... ») les sièges, les succursales ou directions régionales et d'autres sous-divisions peuvent être considérés par le conseil d'entreprise comme des sous-ensembles à partir de critères organisationnels et régionaux.

En ce qui concerne les agences, il revient au conseil d'entreprise de désigner celles d'entre elles qui, en raison de leur importance, peuvent être, le cas échéant, retenues comme sous-ensembles.

Les agences indépendantes ne peuvent en aucun cas être considérées comme des sous-ensembles.

I. L'information de base

Article 5.

1^o et 2^o Les statuts et leur modifications éventuelles

Outre les statuts proprement dits, le chef d'entreprise fournira des informations sur leur signification et celle des principales dispositions légales et réglementaires ainsi que sur leurs conséquences pour l'entreprise.

3° La direction de l'entreprise

4° Les moyens financiers :

5° L'existence et la nature des conventions et des accords :

Il faut indiquer la composition du conseil d'administration et de l'organe le plus élevé chargé de la gestion courante.

Cette information reprend également la liste des principaux actionnaires pour autant qu'ils soient connus, y compris la participation éventuelle d'un holding ainsi que les participations de l'institution publique de crédit dans d'autres institutions financières.

Il convient également de fournir l'identité et les participations des entreprises visées à l'article 1.

Il s'agit des conventions et des accords qui ont des conséquences fondamentales et durables sur la situation de l'entreprise en mentionnant leurs conséquences sur la politique, l'activité et le rendement de l'institution publique de crédit, notamment sa part dans les recettes et coûts des accords visés.

Il s'indique de communiquer également certains accords et conventions relatifs à la politique monétaire et financière.

Il en est de même, pour autant que ce ne soit pas interdit par les autorités, pour les accords avec la Banque Nationale, la Commission bancaire et les instances publiques.

Chaque institution publique de crédit organisera matériellement la mise à disposition des lois, arrêtés, règlements et autres documents officiels dont elle informe le conseil d'entreprise.

Article 6.

1° Les principaux concurrents nationaux et internationaux :

Ces informations ont trait aux banques agréées, caisses d'épargne, aux autres institutions publiques et aux sociétés de crédit régies par le chapitre I de la loi du 10 juin 1964, à l'Office des Comptes chèques et à d'autres formes encore comme les bureaux de représentation.

Il s'agit de mettre en évidence les modifications que les activités de l'un ou l'autre de ces établissements peuvent entraîner, surtout au niveau de l'emploi.

2° Les possibilités et difficultés en matière de concurrence :

Ces renseignements comportent un faisceau d'éléments qui revêtent, de par leurs effets combinés, une grande importance. Leur confrontation doit permettre de cerner la position concurrentielle, favorable ou défavorable de l'entreprise. Ces éléments sont e.a. les taux d'intérêt, les jours de « valeur », les services à la clientèle, la politique suivie en matière de remise de commissions à la clientèle, le niveau des réserves, le marché international, les utilisations spécifiques éventuelles des technologies de l'information, les tarifs, le niveau des différents coûts, la politique des institutions publiques de crédit à l'égard de leurs concurrents et la politique du groupe financier dans la mesure où il y a une relation avec celle de l'institution.

Les éléments importants de l'environnement financier de l'institution publique de crédit, les encours des opérations selon les principaux types de dépôts, de crédits et de services, ventilés dans la mesure du possible par pays ou groupes de pays.

Le conseil d'entreprise détermine les éléments à communiquer, par exemple les dépôts à vue, etc. et la répartition géographique où cambiaire à retenir.

3° Les débouchés :

Ces renseignements concernent :

- les accords de coopération conclus dans certains domaines avec d'autres institutions financières, la participation de l'entreprise dans des initiatives interbancaires (compensation, CEC, Eurochèque, Euroclear, Bancontact/Mister Cash, Swift, etc...);
- les obligations découlant des contrats vis-à-vis des autorités monétaires, de contrôle et autres contreparties éventuelles;
- les contrats conclus avec le Ministère des Finances, le Ministère du Commerce extérieur, les autorités monétaires ou bancaires, les autorités régionales (notamment dans le cadre de certaines politiques sectorielles)...
- les accords en vertu desquels certaines institutions publiques de crédit, pour remplir leurs missions à caractère social, octroyent des crédits à des taux inférieurs à ceux du marché, etc...

4° Les contrats et accords en matière de vente et d'achat qui ont des conséquences fondamentales et durables pour l'entreprise :

Ces informations concernent par exemple :

- les changements substantiels qui s'opèrent dans le marché de l'institution publique de crédit;
- les évolutions significatives intervenant dans les « produits » de l'institution : nouvelles formes de crédit, de dépôts, de services, améliorations tangibles de ces « produits », développement de la télématique (terminaux aux points de vente, banque à domicile, centre électronique de compensation, services aux entreprises, etc...);
- le réseau commercial, en ce compris toutes les informations commerciales disponibles concernant les agents indépendants;
- le montant ou le pourcentage des provisions et commissions accordées par l'institution aux intermédiaires, dont les agents indépendants.
- le budget consacré aux différents types de publicité (publicité classique, sponsoring, mécénat...).

6° Les éléments permettant de se faire une idée générale de la commercialisation des produits de l'institution :

7° Les données comptables relatives au chiffre d'affaires et leur évolution sur 5 ans, avec indication... :

8° Un aperçu des prix de revient de vente unitaires :

9° La position de l'entreprise sur le marché et son évolution sur les marchés intérieurs de la Communauté européenne et des pays tiers.

Article 7.

Les renseignements relatifs à cet article seront fournis sur une période de 5 ans.

1° L'évolution de la production :

2° L'utilisation de la capacité économique de production :

3° L'évolution de la productivité :

Article 8.

1° Un commentaire explicatif du plan comptable utilisé :

2° Une analyse de la structure financière par une comparaison commentée des comptes annuels des cinq dernières années :

Article 9.

1° Les informations relatives à la méthode budgétaire :

Par chiffre d'affaires, il convient d'entendre la somme des intérêts et commissions perçus, les revenus divers qui figurent au crédit du compte de profits et pertes; ces éléments sont à fournir pour les cinq dernières années.

Ces renseignements comprennent les différents taux des intérêts bonifiés sur les comptes de banquiers, de clients et par réescompte pratiqués successivement au cours de l'année, ainsi que les taux des intérêts perçus sur les crédits à la clientèle et aux pouvoirs publics.

Le taux moyen annuel sera également fourni s'il existe. Les tarifs pratiqués pour les divers services prestés seront communiqués, ainsi que les résultats des études internes de rendement et de rentabilité qui sont susceptibles d'influencer la politique de l'institution.

Finalement, les renseignements comprennent également le prix de revient d'un secteur d'activité ou d'un service, pour autant qu'il ait été calculé.

Ces renseignements concernent les comparaisons significatives réalisables à partir des matériaux disponibles sur le secteur financier dans son ensemble, et ce par type d'activité : collecte de fonds, types de crédit et divers services.

Ces données comprennent :

- la production en volume de travail (nombre de comptes et de carnets, de virements, de titres, de contrats, etc...) avec les montants correspondants;
- la production financière : répartition des emplois selon les différentes catégories (crédit aux particuliers, aux entreprises, à l'Etat...);
- des informations sur le montant global des opérations, comme les crédits utilisés.

L'évolution de cette production pourra être analysée en comparant, sur plusieurs années, le rapport entre le volume global et le nombre d'opérations effectuées.

Informations à communiquer :

- la description du parc d'ordinateurs et de périphériques;
- les coefficients d'utilisation des éléments importants de l'équipement.

En ce qui concerne la productivité, on peut communiquer un coefficient, comme par exemple :

- valeur ajoutée (chiffre d'affaires, comme défini à propos de l'article 6, 7°, moins les intérêts et commissions bonifiés) / nombre d'heures de travail ou effectif du personnel (en équivalent temps plein)

Au cas où ce type de données ne serait pas significatif en fonction de la spécificité de l'institution concernée, celle-ci fournira un coefficient aussi proche que possible des ratios susmentionnés. Quel que soit le coefficient retenu, il importe de s'y tenir, de manière à permettre une comparaison dans le temps.

Seront communiqués :

- le plan comptable propre, spécifique à chaque institutions publique de crédit.
- le plan comptable conforme au «Modèle A» également commenté, dès qu'il sera d'application dans le secteur.

L'information sera complétée par la présentation et le commentaire d'un certain nombre de ratios comptables, comme prévu dans le secteur bancaire.

En ce qui concerne la rentabilité, au moins le ratio exprimant le bénéfice sur fonds propres doit être communiqué. Les autres ratios utilisés par l'institution ainsi que leur mode de calcul peuvent également être fournis.

En ce qui concerne la solvabilité, le ratio communiqué à la Commission bancaire sera donné.

En matière de liquidité, le chef d'entreprise communiquera, dans l'attente de la directive de la C.E.E. prescrivant un ratio uniforme aux institutions financières, les ratios utilisés habituellement dans l'institution en mentionnant la méthode de calcul.

Les autres ratios, communiqués aux organismes extérieurs de contrôle (Commission bancaire, Banque Nationale, ...) ou calculés par l'institution pour son propre usage, devraient être portés à la connaissance du conseil d'entreprise.

Ces informations comprennent au moins la méthode suivie pour l'établissement du budget, de ses objectifs et de son contrôle ainsi que l'explication de son utilisation comme outil de gestion générale de l'entreprise.

Si aucune méthode budgétaire n'est utilisée, des données seront fournies sur la façon dont certains objectifs sont fixés, les moyens qui y sont consacrés et les conséquences qui en résultent.

2° La méthode de calcul du prix de revient

Pour autant qu'une telle méthode existe, il s'indique d'exposer la base sur laquelle la direction de l'institution s'appuie pour imputer les divers coûts aux différents genres d'activité : collecte de fonds, octroi de crédits, prestations de services et ce, chaque fois, en mentionnant :

- les coûts directs des opérations : frais d'enregistrement, de traitement, de manipulation, de contrôle;
- les coûts indirects : quantité de frais généraux, de loyer, de mobilier, de machines, de correspondance, etc.

Article 10.

Les rémunérations du personnel ventilées entre ouvriers, employés et personnel de direction :

Ces données seront fournies par catégories conformément à la pratique de l'institution concernée, pratique qui découle des conventions et des classifications existantes.

Si aucun consensus n'est possible quant à une définition précise en matière de personnel de direction, cette catégorie sera déterminée de la même manière que lors des élections sociales les plus récentes.

Article 11.

Les informations relatives à tous les aspects de l'activité de l'entreprise à court et à plus long terme :

Ces renseignements porteront sur tous les aspects de l'activité de l'entreprise, les programmes immobiliers, les programmes sociaux, le développement de nouveaux services, l'ouverture de nouvelles agences, l'extension de certains services, les modifications de réseau, la création de filiales, le recours à la sous-traitance, les innovations techniques, l'utilisation de l'informatique, les changements de méthodes, les modes de gestion et d'organisation, les objectifs de rentabilité.

Dans la mesure où l'établissement concerné dispose d'un budget, les relations existant entre celui-ci et les programmes concernés seront clairement mises en évidence.

Article 12.

Les informations concernant la recherche scientifique :

Ces informations portent par exemple sur les études de marchés, l'automatisation des services, les enquêtes psychologiques et sociologiques en rapport avec la politique du personnel, les études relatives aux collaborations techniques avec d'autres institutions financières ou à l'organisation de l'entreprise; ces études peuvent être réalisées aussi bien par l'institution même que par des tiers.

Article 13.

Les renseignements relatifs aux aides publiques :

Cet article concerne toutes les formes d'aides publiques quelles qu'elles soient : bonification d'intérêt, avantages fiscaux, intervention dans la sécurité sociale, garantie d'affaires, montant ou pourcentage des opérations garanties par les pouvoirs publics.

II. L'information annuelle

Article 17.

Un rapport écrit constituant une mise à jour de l'information de base prévue aux articles 4 à 14 :

La mise à jour annuelle de l'information de base se fera en tenant compte des prescriptions ci-avant. Elle doit être conçue de telle manière qu'elle permette une comparaison aisée avec l'information de base et avec les résultats des années précédentes. Il est rappelé qu'un exemplaire des comptes annuels, du rapport de gestion élaboré par le conseil d'administration pour l'assemblée générale et du rapport de reviseur doivent être communiqués au conseil d'entreprise.

Article 19.

Bilans et commentaires

Les ratios seront établis de telle manière qu'ils puissent être comparés d'une année à l'autre.

Article 20.

Compte de profits et pertes

4° Rémunérations aux membres des organes d'administration, de direction et de surveillance.

Il convient de renseigner le montant global des rémunérations, hors rémunérations normales, allouées aux membres des organes d'administration, de direction et de contrôle.

III. L'information périodique

Article 24.

Ne soulève aucun commentaire particulier.

IV. L'information occasionnelle

Article 25.

Les décisions internes à l'institution publique de crédit sur lesquelles le chef d'entreprise doit renseigner le conseil d'entreprise englobent celles qui résultent des recommandations, injonctions ou décisions des autorités de contrôle qui ont une influence tangible sur l'établissement concerné.

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

W. Claes

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

20 MAART 1989. — Ministeriële omzendbrief over de toepassing van het koninklijk besluit van 27 november 1973 houdende reglementering van de economische en financiële inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden, in de sector van de openbare kredietinstellingen

Artikelen van het koninklijk besluit van 27 november 1973 die worden aangepast aan de bijzondere kenmerken van de sector :

Toepassing in de sector openbare krediet instellingen, met name :

- de Entiteit I van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas;
 - het Gemeentekrediet van België;
 - de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid;
- en, van zodra ze tot de oprichting van een ondernemingsraad zullen gehouden zijn :
- het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet;
 - de Nationale kas voor Beroepskrediet;
 - het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet;
 - de openbare kredietinstellingen, die hierboven niet vermeld zijn en die zouden worden opgericht op initiatief of met de medewerking van een Belgische overheid.

Artikel 1.

De onderneming- de technische en juridische entiteit :

Elke ondernemingsraad zal ten eerste, inlichtingen ontvangen over de entiteit waarvoor hij is opgericht en ten tweede, ook de inlichtingen over de juridische entiteit waarvan hij deel uitmaakt of de juridische entiteiten waaruit hij bestaat.

De economische en financiële entiteit waarvan de onderneming deel uitmaakt;

Indien de onderneming deel uitmaakt van een economische of financiële entiteit, dienen over deze entiteit de inlichtingen te worden verstrekt zoals voorzien in de artikelen 5, 8, 11, 14 en 17 van het besluit van 27 november 1973.

Voor het definiëren van de economische of financiële entiteit in de sector openbare kredietinstellingen moet worden uitgegaan van de definitie van de groep die in artikel 7 van het besluit van 13 juni 1972 van de Bankcommissie houdende het reglement betreffende het eigen vermogen wordt geformuleerd;

Zo gezien omvat de economische en financiële entiteit :

1. de moedermaatschappij van de instelling;
2. de filialen en subfilialen van de kredietinstelling;
3. de andere ondernemingen die afhangen van of gecontroleerd worden door de moedermaatschappij.

Het is de ondernemingsraad die de onderdelen vaststelt.

Uitgaande van organisatorische en regionale criteria, kunnen de afdelingen van de centrale administratie (b.v. « privé cliënteel », « overheidscliënteel », « effectenportefeuille »), de zetels, de filialen of regionale directies en andere onderafdelingen door de ondernemingsraad worden beschouwd als onderdelen. Inzake de agentschappen moet de ondernemingsraad uitmaken welke agentschappen, gezien hun belangrijkheid, eventueel als onderdelen dienen beschouwd te worden. De zelfstandige agentschappen mogen in geen geval als onderdelen worden beschouwd.

De onderdelen :

I. De basisinformatie

Artikel 5.

1° en 2° Statuten en eventuele wijzigingen :

Naast de statuten zelf zal het ondernemingshoofd tevens informatie inzake de betekenis van het statuut en van de belangrijkste wettelijke reglementaire bepalingen geven alsmede hun gevolgen voor de onderneming.

3° De leiding van de onderneming :

Hier moet worden meegedeeld de samenstelling van de raad van bestuur en van het hoogste lichaam belast met het dagelijks beheer.

4° De financieringsmiddelen :

Deze informatie omvat eveneens de voornaamste aandeelhouders voor zover ze bekend zijn, met inbegrip van de eventuele participatie van een holding en de participatie van de openbare kredietinstelling zelf in andere financiële instellingen.

5° Bestaan en aard van de overeenkomsten en akkoorden :

Tevens worden de identiteit en de participaties van de in artikel 1 aangehaalde ondernemingen meegedeeld.

Het zijn de overeenkomsten en akkoorden, die fundamentele en duurzame gevolgen hebben voor de toestand van de onderneming met vermelding van hun invloed op het beleid, de activiteit en het rendement van de openbare kredietinstelling o.m. het aandeel van de openbare kredietinstelling in de opbrengsten en kosten van bedoelde akkoorden.

Het ware wenselijk ook bepaalde akkoorden en overeenkomsten met betrekking tot het monetair en financieel beleid mee te delen.

Voor zover er geen overheidsverbod bestaat geldt dit ook voor de akkoorden met de Nationale Bank, de Bankcommissie en de overheidsinstellingen.

Iedere openbare kredietinstelling zal een praktische regeling treffen voor de mededeling van de wetten, besluiten, reglementen en andere officiële stukken aan de ondernemingsraad.

Artikel 6.

- 1° De voornaamste nationale en internationale concurrenten :
- 2° De concurrentiemogelijkheden en -moeilijkheden :
- 3° De afzetgebieden :
- 4° De aankoop- en verkoopcontracten en -akkoorden die fundamentele en duurzame gevolgen hebben voor de onderneming :
- 6° De elementen die moeten toelaten een algemeen inzicht te krijgen in de wijze waarop de produkten van de instelling gecommercialiseerd worden :
- 7° De boekhoudkundige gegevens in verband met de omzet, en zijn evolutie over 5 jaar, met aanduiding...;
- 8° Een overzicht van de kostprijzen en verkoopprijzen per eenheid:
- 9° De marktpositie van de onderneming en haar ontwikkeling op de binnenlandse markt, de EG-markt en de markt van andere landen :

Deze inlichtingen slaan op de erkende banken, de spaarkassen, de andere openbare kredietinstellingen en 'de kredietmaatschappijen, die onder hoofdstuk I van de wet van 10 juni 1984 vallen, het Bestuur der Postchecks en andere instellingen, zoals vertegenwoordigingskantoren.

Het komt erop aan de wijzigingen in het licht te stellen die de activiteiten van de ene of andere van deze instellingen teweeg kunnen brengen, inzonderheid op het stuk van de werkgelegenheid.

Omvatten een reeks factoren die door hun gecombineerde uitwerking van groot belang zijn en moeten toelaten na te gaan of de onderneming zich in een gunstige of ongunstige concurrentiepositie bevindt. Deze factoren zijn o.m. de rentevoeten, de valuterings, de dienstverlening aan de klanten, het beleid inzake de commissies aan de cliënteel, het peil van de reserves, de internationale markt, de eventuele informatietechnologie, de tarieven, het peil van de diverse kosten, het beleid van de openbare kredietinstelling tegenover de concurrentie en het beleid van de financiële groep voor zover het samenhangt met dit van de instelling.

Dit omvat de belangrijkste gegevens van de financiële context van de openbare kredietinstelling, zoals de bedragen van de verrichtingen naar de voornaamste soorten van deposito's, kredieten en diensten, voor zover mogelijk uitgesplitst naar land of landengroep. De ondernemingsraad zal bepalen welke gegevens moeten worden meegedeeld, b.v. zichtdeposito's enz., geografische of valutaspreiding.

Deze inlichtingen omvatten :

- de akkoorden van samenwerking gesloten op bepaalde gebieden met andere financiële instellingen, de participatie van de onderneming in interbankinitiatieven (compensatie, UCV, Eurocheck, Euro-clear, Bancontact, Mister Cash, Swift enz...)
- de verplichtingen voortvloeiend uit contracten tegenover de monetaire en controle overheden en eventuele andere tegenprestaties;
- de overeenkomsten met het Ministerie van Financiën, het Ministerie van Buitenlandse Handel, de monetaire en bankautoriteiten, de regionale besturen (o.m. in het raam van sommige sectoriële beleidsmaatregelen)...
- de overeenkomsten in het raam waarvan sommige openbare kredietinstellingen, om hun sociale opdrachten te vervullen, krediet verlenen tegen lagere rentevoeten dan de marktrente, enz...

Deze informatie slaan bijvoorbeeld op :

- de belangrijke veranderingen op de « markt » van de instelling;
- belangrijke ontwikkelingen van de « produkten » van de instelling : nieuwe vormen van krediet, van deposito's, van diensten, merkbare verbetering van deze « produkten », ontwikkeling van de telematica (verkooppuntterminals, thuisbank, uitwisselingscentrum voor te verrekenen verrichtingen, diensten aan de ondernemingen,...)
- het handelsnet met inbegrip van alle beschikbare commerciële informatie betreffende de zelfstandige agenten;
- het bedrag of percentage uitgesplitst naar produkt, van de provisies en de commissies die de instelling afstaat aan tussenpersonen met inbegrip van de zelfstandige agenten.
- het budget voor de verschillende soorten van reclame (klasieke, sponsoring, mecenaat);

Onder omzet dient hier te worden verstaan de som van de ontvangen interesten en provisies, de inkomsten uit effecten en de diverse inkomsten die op de creditzijde van de winst- en verliesrekening voorkomen, over een periode van de jongste 5 jaar.

Deze inlichtingen omvatten de verschillende interestpercentages vergoed op de rekening van bankiers, van klanten en voor herdisconto die in de loop van het jaar achtereenvolgens werden toegepast, alsmede de interestpercentages ontvangen op het krediet aan het cliënteel en aan de overheid; eventueel ook het jaargemiddelde.

Daarnaast zal ook meegedeeld worden welke tarieven werden toegepast voor de verschillende diensten die in de betrokken inrichting worden verleend, evenals de resultaten van de interne rendements- en rentabiliteitsstudies die invloed kunnen uitoefenen op het beleid van de instelling.

Tenslotte omvatten deze inlichtingen ook de kostprijs van een activiteitssector of een dienst, voor zover deze werd berekend.

Deze inlichtingen bevatten relevante vergelijkingen die kunnen worden gemaakt aan de hand van het beschikbaar materiaal inzake de financiële sector in zijn geheel, volgens activiteitstype : geldinzameling, kredietsoorten en diverse diensten.

Artikel 7.

De inlichtingen die verstrekt worden overeenkomstig dit artikel zullen slaan op een periode van 5 jaar.

1° De evolutie van de produktie :

Deze inlichtingen omvatten :

- de produktie uitgedrukt in werkvolume (aantal rekeningen, overschrijvingen, boekjes, effecten, contracten) met vermelding van de corresponderende waarden;
- de financiële produktie : verdeling van de wederbeleggingen volgens de verschillende categoriën (krediet aan particulieren, aan bedrijven, aan de Staat, in Belgische franken of in deviezen, hypothecair krediet, enz.) rekening gehouden met kredietopening enerzijds en kredietopneming anderzijds;
- inlichtingen over het totale bedrag van de verrichtingen, zoals de opgenomen kredieten.

Het verloop van deze produktie kan worden nagegaan door over verscheidene jaren de verhouding tussen het totale volume en het aantal verrichtingen te vergelijken.

2° De aanwending van de economische produktiecapaciteit :

Hier worden meegedeeld :

- een beschrijving van het computer- en randapparatuurpark;
- de aanwendingscoëfficiënten van de belangrijke elementen van de uitrusting.

3° De evolutie van de produktiviteit :

Met betrekking tot de produktiviteit kunnen coëfficiënten meegedeeld worden zoals bijvoorbeeld :

- toegevoegde waarde (omzetcijfer, zoals bepaald m.b.t. artikels 6, 7°, min vergoede interesten en provisie)
aantal arbeidsuren of personeelsbestand (full-time-equivalent).

Als dit gegeven, in het licht van de bijzondere aard van de betrokken instelling, niet relevant mocht zijn, dient een andere coëfficiënt meegedeeld, die zo dicht mogelijk bij de vermelde ratio aansluit. De uiteindelijk gekozen coëfficiënt dient echter behouden te blijven om een vergelijking in de tijd mogelijk te maken.

Artikel 8.

1° Een verklarende commentaar van het gebruikte rekeningstelsel :

Worden meegedeeld :

- het eigen rekeningstelsel van de openbare kredietinstelling;
- commentaar op het rekeningstelsel volgens « Model A » zodra het van toepassing wordt in de sector.

2° Een ontleding van de financiële structuur door middel van een vergelijking met commentaar van de jaarrekeningen van de vijf laatste jaren :

De informatie zal worden aangevuld met een aantal boekhoudkundige ratio's, voorzien van de nodige commentaar, zoals voorzien voor de sector banken.

Inzake de rentabiliteit wordt minstens de ratio verstrekt, die de winst op het eigen vermogen uitdrukt. De andere in de instelling gehanteerde ratio's alsmede de wijze waarop deze worden berekend, kunnen eveneens worden meegedeeld.

Inzake de solvabiliteit zal de aan de Bankcommissie meegedeelde ratio worden verstrekt.

Inzake de liquiditeit zal, zolang de EEG geen richtlijn met een eenvormig ratio heeft voorgeschreven, de in de instelling gebruikte ratio meegedeeld worden alsmede de gevolgde berekeningsmethode.

De andere ratio's welke worden meegedeeld aan de externe controle-organen (Bankcommissie, Nationale Bank...) en die welke de instelling zelf voor eigen gebruik berekent, kunnen ter kennis worden gebracht van de ondernemingsraad.

Artikel 9.

1° De budgetteringsmethode en de toelichting :

De inlichtingen betreffende de aangewende budgetteringsmethode en de kostprijsberekening omvatten minstens de methode die wordt toegepast voor de budgettering, haar doelstellingen en de controle erop en de toelichting van de wijze waarop het budget wordt aangewend als algemeen beheersinstrument van de onderneming.

Indien geen systematische budgetteringsmethode wordt toegepast zullen gegevens worden verstrekt over de wijze waarop bepaalde doelstellingen worden vastgelegd, de middelen die ervoor worden aangewend en de resultaten die zij opleveren.

2° De berekeningsmethode van de kostprijs :

Voor zover een dergelijke methode bestaat dient te worden uiteengezet op welke basis de directie van de instelling de verschillende kosten toeschrijft aan de verschillende soorten van activiteiten, t.w. inzameling van werkmiddelen, kredietverlening, dienstverlening, waarbij telkens dienen te worden vermeld :

- de rechtstreekse kosten van de verrichting (registratie, behandelings- verwerkings-controlekosten);
- de onrechtstreekse kosten : aandeel in de algemene kosten, de huur, de kosten van het meubilair, de machines, de briefwisseling, enz...
- de interesten en de interestmarge.

Artikel 10.

... De vergoeding van het personeel, uitgesplitst per arbeiders, bedienden, directiepersoneel;

Artikel 11.

... strekt zich uit tot alle aspecten van de activiteit van de onderneming op korte en langere termijn.

Artikel 12.

De inlichtingen betreffende het wetenschappelijk spoorwerk :

Artikel 13.

Inlichtingen in verband met de overheidstegemoetkomingen :

II. De jaarlijkse voorlichting**Artikel 17.**

1° Een geschreven verslag waarin de basisinformatie, voorgeschreven in artikel 4 tot 14, wordt bijgewerkt :

Artikel 19.

Balans en commentaar :

Artikel 20.

Winst- en verliesrekening 4° Vergoedingen aan de leden van de beheers-, bestuurs- en controleorganen :

III. De periodieke voorlichting**Artikel 24.****IV. De occasionele voorlichting****Artikel 25.**

Wanneer er geen welbepaalde methode wordt toegepast om de kostprijs te berekenen, moeten er gedeeltelijke gegevens worden meegedeeld, zodanig gekozen dat de wijze waarop de instelling de totale kosten uitsplitst van elk van haar verschillende activiteiten of groepen van activiteiten, voldoende wordt toegelicht.

Deze inlichtingen zullen verstrekt worden per categorie, zoals bepaald door de praktijk in de betrokken instelling, die voortvloeit uit de arbeidsovereenkomsten en de bestaande classificaties. Bij gebrek aan consensus over de precieze definitie van het directiepersoneel, dient deze categorie op dezelfde wijze bepaald te worden, als bij de jongste sociale verkiezingen.

Deze inlichtingen zullen alle aspecten van de activiteiten van de instelling omvatten, zo bijvoorbeeld de bouwprogramma's, de sociale programma's, de uitbouw van nieuwe diensten, de opening van nieuwe kantoren, de uitbreiding van sommige diensten, de herschikking van filialen, het beroep doen op toelevering, de technische innovaties, de beheers- en organisatie methoden en de wijzigingen ervan, de rentabiliteitsdoelstellingen.

Als de instelling over een budget beschikt, dienen de verbanden tussen dit budget en de betrokken programma's duidelijk in het licht gesteld te worden.

Deze inlichtingen zullen bijvoorbeeld handelen over studies en onderzoeken zoals marktstudies, automatisering van de diensten psychologisch en sociologisch onderzoek i.v.m. personeelsbeleid, onderzoek inzake technische samenwerking met andere financiële instellingen, of inzake de organisatie van de onderneming; deze studies kunnen zowel door de instelling zelf worden uitgevoerd als door derden.

Dit artikel slaat op alle vormen van overheidstegemoetkomingen zoals die kunnen voorkomen, rentetoeleage, fiscale voordelen, tegemoetkoming in de sociale zekerheid, bedrag of percentage van de verrichting waarop de overheid haar waarborg verleent.

De jaarlijkse bijwerking van de geschreven basisinformatie dient te gebeuren rekening houdend met de hiervoor verstrekte toelichtingen. Ze moet zo worden opgesteld dat ze gemakkelijk kan worden vergeleken met de basisinformatie en met de resultaten van de voorgaande jaren. Er weze aan herinnerd dat ook een exemplaar van de jaarrekeningen, het door de raad van bestuur opgesteld jaaroverzicht voor de algemene vergadering en het rapport van de revisor moet worden meegedeeld.

De ratio's moeten zodanig worden berekend dat vergelijkingen van het ene tot het andere jaar mogelijk zijn.

Hier wordt meegedeeld het global bedrag van de vergoedingen, die werden toegekend, buiten de normale bezoldigingen.

Vergt geen bijzondere toelichting.

De door de openbare kredietinstellingen genomen « interne beslissingen » waarover het ondernemingshoofd de ondernemingsraad moet inlichten omvatten ook de beslissingen die voortkomen uit aanbevelingen, aanmaningen of beslissingen van de controleoverheden, die een merkbare weerslag hebben op de betrokken instelling.

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

W. Claes

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**Avis à la population n° 1989/1
Vol de cartes d'identité belges**

Dans la nuit de 6 au 7 mars 1989, ont été volés, dans la commune de Marchin, le timbre sec communal et les cartes d'identité vierges suivantes :

AT.370910 de et à AT.371.000.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

**Bericht aan de bevolking nr. 1989/1
Gestolen Belgische identiteitskaarten**

In de nacht van 6 op 7 maart 1989, werden in de gemeente Marchin de gemeentelijke droogstempel en de volgende blanco identiteitskaarten ontvreemd :

AT.370910 tot en met AT.371.000.